

CONSULTATION « L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE »

Contribution de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Introduction

Présentation de la DPJJ

La DPJJ est responsable de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. Elle est en conséquence compétente pour l'ensemble des sujets de conception et de mise en œuvre de la justice des mineurs, civile comme pénale.

Ses services mettent en œuvre les décisions de juridictions pour enfants : les investigations en protection judiciaire de l'enfance, les mesures pénales.

Près de 145.000 jeunes ont fait l'objet d'un suivi par la PJJ (Service Public et Service Associatif Habilité) en 2011 :

- des actions d'éducation pour 72.000 mineurs délinquants
- des mesures d'aide à la décision, déclinées en 43000 RRSE, 34700 mesures d'investigation
- 7530 jeunes ont été placés en 2011

716 mineurs étaient détenus au 1er janvier 2012 et bénéficiaient d'une action des services de la pjj au sein des lieux de détention.

Le secteur public de la DPJJ (9000 agents) prend en charge 75% des mesures financées par l'Etat. La PJJ est structurée aujourd'hui en 9 directions interrégionales (DIR), 53 directions territoriales (DT) et 224 établissements et services.

Le secteur associatif (+ de 30 000 personnels) prend en charge 25% des mesures financées par l'Etat. Ce secteur recouvre 1178 établissements et services (données mars 2012).

Les activités culturelles et artistiques : partie intégrante de l'action d'éducation mise en œuvre par les services de la protection judiciaire de la jeunesse

L'accès à la culture est un droit fondamental pour tous :

La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée par l'Organisation des Nations Unies le 20 novembre 1989, en vigueur en France depuis le 2 septembre 1990 aborde les droits culturels (article 29)¹ qui garantissent le droit d'être éduqué, le droit à une information appropriée, le droit aux loisirs (jeux, culture, activités artistiques).

¹ « Les états parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à : a) Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités; b) Inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ; c) Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne ; d) Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone ; e) Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel. »

Le droit à la culture est également inscrit dans le code de procédure pénale (art. D518 et 518-2) ², notamment au bénéfice des mineurs détenus.

De par les difficultés multiples que les mineurs suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse présentent et souvent cumulent (difficultés d'ordre social, personnel, familial, parcours scolaire souvent chaotique...) ces jeunes font partie des publics les plus éloignés de l'offre culturelle.

Ils présentent en effet un profil caractérisé par des carences affectives, l'absence d'estime de soi, la méconnaissance de leur potentiel et une difficulté à acquérir de nouveaux savoirs qui permettrait de tendre vers une autonomie sociale, professionnelle et économique. De surcroît, le manque de confiance en eux et en les adultes engendre des troubles de la communication, des difficultés à sortir d'un certain enfermement linguistique, culturel et social.

La circulaire d'orientation du 3 avril 2012 relative à l'action d'éducation structurée par les activités de jour dans les établissements et services du secteur public de la PJJ rappelle que la capacité à se maintenir ou à s'inscrire dans les dispositifs de droit commun (enseignement / formation emploi) est un objectif essentiel pour chaque mineur confié à la protection judiciaire de la jeunesse.

Aux mineurs ne pouvant bénéficier d'emblée des dispositifs de droit commun, la protection judiciaire de la jeunesse propose une prise en charge éducative structurée par des activités de jour qui se décline en temps collectifs, dont les contenus ont une visée socialisante en cohérence avec des temps d'accompagnement individuels.

Les activités culturelles et sportives représentent une dimension structurelle de l'action d'éducation car elles constituent des supports éducatifs et de prise en charge aux dimensions multiples :

- elles concourent à la construction du lien avec le personnel éducatif en favorisant la confiance en l'adulte,
- elles participent à la socialisation du mineur, par l'acceptation du cadre et des règles qu'elles supposent, et par la confrontation aux pairs lorsque ces actions comportent une dimension collective, par l'apprentissage des règles de vie en collectivité, par l'intégration dans des groupes relevant du droit commun,
- elles sont un moyen de travailler l'image de soi avec le mineur, de le remobiliser, de lui permettre d'appréhender son mode émotionnel et de s'exprimer, autrement que par le passage à l'acte, d'expérimenter des progrès mesurables (performances, interventions en public, réalisation d'objet de manifestations, d'identification, de valeur de soi, de repères, de débouchés professionnels,
- elles constituent une pédagogie du détour qui permet d'aborder autrement les savoirs de base, et dans certains cas, d'acquérir une dimension d'insertion par l'apprentissage d'une technique.

²

² La circulaire du 8 juin 2007 relative au régime de détention des mineurs prévoit la mise en place d'activités socioculturelles privilégiant «*les activités d'expression artistique, de création ou encore de valorisation de l'estime de soi [dans l'objectif d'] étayer le travail de socialisation mené quotidiennement auprès de chaque mineur [et] de faire émerger chez lui des potentialités originale* ».

Collaboration entre le Ministère de la Culture et de la Communication et la Protection judiciaire de la Jeunesse

La circulaire d'application du protocole d'accord de 2009 destiné à renforcer le partenariat entre le **ministère de la Justice et le Ministère de la Culture** et de la Communication, a été signée en mai 2012 ; elle souligne l'importance de mettre en place, de développer et de formaliser, des partenariats dans le but de garantir une offre culturelle de qualité, diversifiée et pérenne, à destination des majeurs placés sous main de justice et des mineurs sous protection judiciaire.

Actions mises en œuvre dans le champ des activités culturelles

- Plusieurs manifestations culturelles de droit commun sont investies par les services de la PJJ : « *La semaine de la langue française* », « *Dis-moi dix mots* », « *Le printemps des poètes* », « *A vous de lire* », « *La semaine de la presse* », « *La fête de la musique* », « *Les journées du Patrimoine* »... Pour les services de la protection judiciaire de la jeunesse, ces opérations représentent des supports qui permettent une réelle ouverture sur des partenariats locaux ; elles offrent l'opportunité d'inscrire les projets menés par les services dans des actions de droit commun.

- D'autres manifestations sont nées de l'initiative des professionnels de la PJJ pour valoriser les capacités des jeunes dans les champs artistiques et culturels et favoriser leur réflexion sur le monde qui les entoure et sur eux-mêmes au travers notamment de médias diversifiés.

Ces manifestations sont autant d'outils pour développer la capacité de jeunes à entrer dans une démarche d'accès à la culture.

Mobilisatrices pour les jeunes et riches en émotions constructives, ces temps forts sont également l'occasion de valoriser, auprès de tous les publics qui s'y rendent, le travail éducatif réalisé en amont dans les services. De surcroît, elles contribuent à l'évolution du regard des personnes sur les questions de délinquance et plus généralement sur les jeunes en difficulté.

Enfin, à la démarche socialisante et éducative pour les mineurs qui constitue un prolongement de la mise en œuvre des activités de jour, s'ajoute l'opportunité pour les professionnels de la PJJ de tisser, grâce et par la mise en place de ces manifestations, des liens partenariaux avec les collectivités territoriales, les autres institutions déconcentrées et les associations locales. Ce travail partenarial contribue à l'inscription des besoins des jeunes pris en charge dans les politiques publiques en matière de culture ou d'insertion.

Bulles en fureur

Cette manifestation s'inscrit dans les orientations nationales de la PJJ visant à prévenir et lutter contre l'illettrisme. La BD, lecture plaisir, permet aux jeunes de se familiariser avec le livre, l'écriture, le dessin et l'histoire. Il s'agit d'un concours dont les lauréats sont choisis par un jury composé de jeunes pris en charge par les services de la PJJ. Les ouvrages sont lus et travaillés tout au long de l'année dans le cadre des activités de jours sus mentionnées.

Le festival du film d'éducation

Créé en 2005 par la DPJJ et l'Education nationale, ce festival est aujourd'hui porté par les CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active), à la fois aux plans national et régional, accompagné par le Conseil général de l'Eure, la ville d'Evreux, le ministère de l'Education nationale, le ministère de la Justice, la Caisse d'allocations familiales de l'Eure et d'autres partenaires.

Le Festival du film d'éducation réunit à Evreux les professionnels du champ socioéducatif, enseignants, éducateurs, directeurs, mais aussi des élèves de lycées, des jeunes de la PJJ engagés dans

l'apprentissage et la formation personnelle et citoyenne par le cinéma. Un appel à réaliser des films avec les jeunes est lancé annuellement. Des festivals délocalisés sont ensuite développés en région.

Les Rencontres Scène Jeunesse

Les Rencontres Scène Jeunesse sont organisées par la direction interrégionale Sud de la Protection judiciaire de la Jeunesse, avec le soutien financier du ministère de la Culture et de la Communication et de la direction régionale des Affaires culturelles Languedoc-Roussillon.

La manifestation réunit chaque année, pendant deux jours et demi, plus d'une centaine de mineurs, accompagnés de leurs éducateurs, soit une trentaine de groupes, avec pour objectif de développer l'expression personnelle et créatrice des jeunes à travers un média artistique. Des ateliers culturels, artistiques, sportifs en journée et des spectacles en soirée réalisés par les mineurs de la PJJ rythment ce festival créé en 1999.

L'opération « Des cinés, la vie ! »

Créée en 2006, en partenariat avec le ministère de la Culture et de la communication, le centre national de la cinématographie et l'Agence nationale de cohésion sociale et de l'égalité des chances, l'opération "Des cinés, la vie !", pilotée par l'association Kyrnéa international, vise à sensibiliser les adolescents pris en charge par la Protection judiciaire de la Jeunesse à l'image. L'objectif de cette action est de permettre l'échange, la discussion argumentée, le débat autour de thèmes de société et de cinéma

L'évènement « Parcours du Gout » est un concours culinaire itinérant de la Protection judiciaire de la Jeunesse créé en 1999. Cette manifestation réunit autour d'un thème (vert tiges des aromates, Festin de rois ...) 30 équipes venues de toute la France, soit plus de 100 jeunes pris en charge par les services de la PJJ et du secteur associatif habilité, qui présentent lors d'un week-end les recettes de leur région aux publics extérieurs. Les prix sont décernés par un jury rassemblant des professionnels de la restauration et des métiers de bouche, dont des chefs étoilés.

Eléments plus spécifiques sur les 5 thèmes de la consultation

1. Développer et articuler les actions proposées aux jeunes pendant leurs différents temps de vie

En fonction des différents types de décision judiciaire dont les jeunes sous protection judiciaire relèvent, les professionnels de la PJJ mettent en œuvre des actions adaptées au mode de prise en charge.

Ainsi, des jeunes faisant l'objet de mesure de placement, bénéficient de sorties culturelles encadrées : celles-ci peuvent se dérouler en journée dans le cadre du dispositif accueil accompagnement tout particulièrement, mais aussi en soirée ou sur les temps de weekend ; dans ce cadre et pour exemple, en Ile de France, les services ont la possibilité de s'appuyer sur le dispositif « Vivre ensemble » pour organiser la découverte des grands sites patrimoniaux et des ressources culturelles vives : le Louvre, le Centre national de la cinématographie, le musée Guimet, Beaubourg, la Cité de la musique, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, etc... D'une tarification réduite ou gratuite pour les professionnels accompagnateurs de la PJJ, à des visites découvertes des sites avec conférenciers à tarifs préférentiels, en passant par des ateliers créatifs pour tout type de publics et une médiation adaptée, l'offre est riche et s'adapte aux projets pédagogiques des services de la PJJ, au bénéfice des mineurs suivis sous protection judiciaire.

En lien avec des partenaires associatifs des projets pédagogiques ambitieux et diversifiés sont également mis en œuvre par les unités éducatives d'activité de jour dans le cadre du module des acquisitions. Pour exemple, au premier trimestre 2012, le service territorial d'insertion de Paris a mis en place une action « métiers d'art » : les jeunes ont ainsi pu bénéficier d'un parcours de découverte

de différents métiers: taille de pierre, ferronnerie d'art, marqueterie, mosaïque en partenariat avec l'association REMPART. Ils ont pu visiter le musée du quai Branly et, accompagnés par des artisans qui les ont initiés à leur métier, ils ont réalisé un planisphère, œuvre qui a été exposée au « Paris historique » lors du vernissage qui a eu lieu en présence du Président de la Fondation du Patrimoine et de la responsable du groupement REMPART notamment.

2. Favoriser une approche territoriale et partenariale de l'éducation artistique et culturelle

8 régions ou territoires ont signé un accord-cadre avec les DRAC.

Aquitaine, Basse-Normandie, Guadeloupe, Limousin, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Picardie (la plus récente à notre connaissance : 18 avril 2012).

A noter qu'une convention tripartite est en cours de signature en Poitou-Charentes tandis que des projets similaires se dessinent en Pays de la Loire et en Ile de France, en Haute-Normandie et en Auvergne qui correspondent à une réelle volonté sur le terrain

L'action culturelle développée dans les services de prise en charge de la protection judiciaire de la jeunesse les amène à faire appel à des artistes professionnels et à collaborer avec les pôles culturels régionaux : les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) dans le cadre du protocole justice-culture de 2009, les maisons de la poésie, les théâtres, les musées, les centres de culture scientifique et les associations culturelles. Le financement des actions culturelles développées au niveau local s'inscrit dans le budget de fonctionnement des services.

Dans l'objectif de renforcer les activités éducatives à l'attention des mineurs sous protection judiciaire, un accord cadre a été signé par le DPJJ et le Président des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA) le 19 juillet 2012.

Un des grands axes concerne la mise en place d'actions d'éducation à destination des mineurs de la PJJ, un travail d'accompagnement notamment sur les festivals Bourges, Aurillac, Avignon et sur des festivals locaux.

3. Prendre en compte la diversité des modes d'accès des jeunes à l'art et à la culture

La culture constitue un facteur nécessaire de construction, voire de reconstruction de la personne et un élément majeur dans un parcours d'insertion ou de réinsertion sociale, scolaire et / ou professionnel. Face aux échecs répétés des mineurs suivis par la PJJ dans les dispositifs scolaires habituels, elle permet également de revisiter les savoirs de base de façon ludique et créative, selon la « pédagogie du détour » mise en œuvre par les professionnels de la PJJ pour motiver, canaliser, intéresser ces jeunes.

Les activités culturelles prennent encore une place accrue à la PJJ avec le développement d'activités de jour qui structurent la prise en charge éducative des mineurs en difficulté d'insertion sociale, scolaire et professionnelle.

Dans cette perspective, des manifestations culturelles nationales pilotées par les directions interrégionales de la PJJ (DIRPJJ) et évoquées ci-dessus, offrent un cadre de valorisation aux projets éducatifs mis en œuvre en amont dans les services de la PJJ.

La DPJJ développe à cet effet des partenariats avec des professionnels du champ culturel et accorde des subventions pour des actions à caractère national.

4- Le numérique et les nouveaux médias : quelle place dans l'éducation artistique et culturelle ?

Les cyber-base justice

Un dispositif spécifique, les **cyber-base justice**, a été créé afin de lutter contre la fracture numérique et l'illettrisme.

En effet, la convention entre le Ministère de la Justice et la Caisse des Dépôts et des Consignations du 10 juillet 2007 prévoit l'ouverture de **10 espaces Cyber-base (CBB)** expérimentaux et l'accompagnement sur l'e-éducation auprès des détenus et mineurs sous protection judiciaire. Il s'agit à travers ces espaces d'appuyer la politique de réinsertion des détenus en milieu carcéral ou des jeunes confiés à des institutions, notamment via :

- La lutte contre l'**illettrisme**;
- La dispense d'une **formation de base** pour augmenter l'**employabilité** à la sortie du milieu carcéral et favoriser la réinsertion professionnelle ;
- La préparation du détenu à la sortie pour assurer sa **réinsertion sociale**.

L'espace CBB Justice PJJ offre à la fois un libre accès encadré ainsi que de l'accompagnement individuel et collectif. Il est organisé autour d'au moins un coordonnateur et d'une équipe pluridisciplinaire composée de l'ensemble des corps de métier intervenant auprès des personnes détenues et des jeunes sous mandat judiciaire. Il permet, par son dimensionnement et sa politique d'horaires d'ouverture, d'accueillir la totalité des personnes détenues éligibles à cette activité et des jeunes sous mandat judiciaire et propose un projet d'animation adapté au contexte de chaque établissement et poursuivant des objectifs précis.

A ce jour, cinq cyber-bases (trois au sein des services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et deux au sein des structures de l'Administration Pénitentiaire) ont vu le jour.

Une évaluation est en cours et sera finalisée fin 2012. Ce bilan permettra notamment d'évaluer l'opportunité d'étendre le dispositif.

Par ailleurs la majorité des projets mis en place localement par les services, dans le cadre des manifestations nationales notamment, favorisent le rapprochement des jeunes impliqués sur ces actions des outils numériques.

L'accord cadre récemment signé avec les CEMEA prévoit la mise en œuvre d'actions concernant les supports numériques.

5- Mieux former les acteurs

L'Ecole Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ) est compétente en matière culturelle pour initier et mettre en œuvre, avec l'appui de la médiathèque, des actions de formation (sessions de formation, journées thématiques) en son sein mais également sur l'ensemble du territoire national dans les Pôles territoriaux de formation (PTF).

La DPJJ participe à la mise en place annuelle du Festival national du film d'éducation à Évreux, organisé par les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), à destination des professionnels de l'éducation et du champ social.

L'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse fait du festival un support de formation initiale pour sa classe préparatoire intégrée pour des jeunes issus de milieux éloignés de la culture se préparant au métier d'éducateur. Des festivals du film d'éducation déconcentrés sont développés conjointement par la PJJ et les CEMEA locaux à Montpellier, Lille, Clermont-Ferrand, Dijon, etc.

L'accord cadre signé en juillet 2012 avec les CEMEA élargit le cadre du partenariat existant en prévoyant la mise en place d'actions de formation pour les professionnels de la PJJ (activités de médiation éducative culturelles, artistiques, scientifiques, travail sur le thème de la prévention du décrochage scolaire, de la prise en charge des jeunes en grande difficulté, de l'éducation aux médias, de la laïcité...).

De surcroît, pour renforcer la mise en œuvre d'activités culturelles et sportives auprès des mineurs pris en charge en formant les professionnels aux médias, depuis 2011, les éducateurs et directeurs en

formation à l'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse sont associés à l'encadrement et à l'organisation des principales manifestations culturelles nationales de la PJJ telles que les Rencontres scènes jeunesse ou les Parcours du Goût. Cette implication fait désormais partie de la formation des futurs professionnels.

La formation des professionnels à l'utilisation du Guide Culture Justice, informe les élèves qu'à l'issue du [protocole d'accord signé le 30 mars 2009](#) entre le Ministère de la Justice et des Libertés et celui de la Culture et de la Communication, un guide pratique des actions culturelles et artistiques pour les mineurs sous protection judiciaire est paru. Ce [guide](#), à l'attention des professionnels, est un référentiel utile pour favoriser le déploiement des activités de jour en matière culturelle et artistique. Il permet de présenter l'environnement institutionnel et juridique de nos deux administrations, les pistes pour monter des projets, et les différents champs culturels et artistiques dans lesquels ils peuvent se mettre en place sur les territoires.

- **L'ENPJJ : la direction des formations**

En formation statutaire des éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (celle couverte par l'arrêté de formation de 2004, comme celle de la FSE 11/13, organisée par l'arrêté du 28 juin 2011), sont dispensées dans le cadre des enseignements relatifs à l'action d'éducation, des formations aux médiations culturelles. Chaque année plus d'une centaine d'heures de cours sont consacrées à la pédagogie et aux activités de jour, qu'elles relèvent du domaine scolaire, sportif ou culturel.

La promotion FSE 2010/2012 a pu bénéficier d'une **intervention sur le Guide Culture Justice** et a eu l'occasion de développer, en stage, comme en formation théorique, des séquences d'activités culturelles sur les thèmes de la musique, de l'écriture, du slam, de la photographie, ou encore de la culture urbaine... A cet égard, la moitié des stagiaires de cette promotion a bénéficié en juin 2011 d'une **formation à la médiation culturelle**, en vue d'accompagner ou de conduire de telles activités sur les services : "atelier conte", "musique sans instrument", "animation culturelle en art contemporain" (avec le LAM de Villeneuve d'Ascq), "découverte des cultures urbaines". En juillet 2012, durant leur période approfondissement de la formation, une partie des stagiaires se sont initiés, pendant trois semaines, à de nouveaux médias : poésie, peinture...

La promotion FSE 2011/2013, au sein des interventions en pédagogie, a été sensibilisée aux médiations symboliques et culturelles. En sociologie, les stagiaires se sont penchés sur les cultures adolescentes (mode, cinéma, lecture, musique). Ils ont également été sensibilisés au Guide Culture Justice, aux initiatives culturelles déployées par les établissements et services de la PJJ, et à la question esthétique chez le jeune.

Enfin, dans le cadre des projets de médiation, **17 stagiaires, de cette même promotion, se sont engagés auprès de la DIR sud dans le cadre du festival Rencontres Scène Jeunesse**. En juin 2012, ils ont animé des ateliers auprès des mineurs présents à cette manifestation, et ont pour cela suivi une formation intensive (une quarantaine d'heures) en animation théâtrale.

Concernant les Classes préparatoires intégrées (CPI) : **Des enseignements sont réalisés à destination des élèves sur le volet de la culture comme outil de médiation éducative et d'activités de jour.** Au cours de ces enseignements, il est fait une présentation du Guide Culture Justice.

Concernant les Jeudis de Roubaix, journées partenariales de formation à l'ENPJJ : **le 08 novembre 2012, a été programmé un Jeudi de Roubaix intitulé "éduquer par l'art, l'art d'éduquer".**

Il s'agissait de valoriser les dispositifs qui existent à la PJJ (Des cinés la vie, Bulles en fureur...) mais également des pratiques de terrains moins institutionnalisées (initiatives propres à tel ou tel service).

- **Les Pôles Territoriaux de formation (PTF), déclinant la politique nationale de formation de l'ENPJJ au plan inter régional**

Au niveau du PTF Grand Nord : Une formation est envisagée autour d'un stage sur l'image.

Au niveau du PTF Centre-est : une formation de 2 jours a été organisée en 2010 en collaboration avec la DRAC de Lyon à destination des agents PJJ pour « construire des projets culturels » en partenariat avec l'opéra de Lyon et le théâtre des subsistances. 2010 :23 participants. Un bilan avec les différents acteurs a été réalisé au PTF.

- **La médiathèque de l'ENPJJ**

La Responsable de la médiathèque assure le pilotage du comité des affaires culturelles, un projet d'exposition sur les religions produite par l'Institut du monde arabe(IMA) a pu être relancé.